



**République Algérienne Démocratique et Populaire**  
**Ministère de l'Enseignement Supérieur**  
**et de la Recherche Scientifique**  
**Université El-Wancharissi - Tissemsilt**



**Faculté : Lettres et Langues Etrangères**

**Département : Langue Française**

**Année Universitaire : 2025/2026**

**Promotion : L2**

**Semestre : 4**

**Module : Civilisation de la langue d'étude**

## **L'impact de la crise des années 1930 sur la France**

### **1) Une crise économique tardive et persistante**

En 1929, le **plan Young**<sup>1</sup> remplace le plan Dawes et rééchelonne le paiement des réparations allemandes. À cette époque, la France connaît une période de croissance économique vigoureuse, après les années difficiles de la Première Guerre mondiale. Les années 1920, souvent appelées les « **années folles**<sup>2</sup> », sont marquées par un climat d'insouciance, un renouveau artistique et une forte croissance. Paris devient un centre culturel majeur, accueillant les Jeux Olympiques de 1924 et voyant l'émergence de mouvements artistiques comme le surréalisme.

Cependant, la France est relativement épargnée par les premiers effets de **la Grande Dépression**<sup>3</sup>, qui frappe violemment les États-Unis à partir de 1929. Ce n'est qu'en 1931, avec la dévaluation de la livre sterling, que la crise commence à se faire sentir en France. Contrairement à l'Allemagne ou aux États-Unis, où le chômage de masse atteint des niveaux dramatiques (parfois plus de 25 %), la

---

<sup>1</sup> Le plan Dawes et le travail de Gustav Stresemann avaient apporté un certain niveau de prospérité à l'Allemagne après 1924, mais certains problèmes subsistaient. C'est pourquoi un autre banquier américain, Owen Young, a commencé à travailler sur un nouveau plan en 1928, qui a été connu sous le nom de plan Young en 1929. Ce plan visait à créer les conditions d'une croissance économique encore plus importante, mais il n'aurait que peu d'effets durables en raison de la plus grande catastrophe économique que le monde n'ait jamais connue et qui s'est produite la même année, le krach de Wall Street.

<sup>2</sup> Les « Années folles » désignent la période d'euphorie, d'effervescence culturelle et de prospérité économique en Occident entre la fin de la Première Guerre mondiale (1919) et la crise de 1929. Marquée par une soif de vivre après la guerre, cette décennie est caractérisée par la modernité, l'émergence du jazz, le style Art déco et une grande liberté artistique.

<sup>3</sup> Jeudi 24 octobre 1929 : la Bourse de Wall Street s'effondre, la plus grande crise économique du XXe siècle éclate brutalement. Nourrie par une spéculation effrénée et par l'idée que chacun peut s'enrichir sans limites, elle met définitivement fin à l'euphorie des années 20. S'ouvre alors une nouvelle ère, faite de misère, de chômage, et de détresse sociale, qui enferme l'Amérique dans un cycle dévastateur, et qui touche l'Europe quelques mois plus tard

France ne connaît pas de chômage massif et les faillites y sont moins nombreuses. Pourtant, alors que d'autres pays montrent des signes de reprise dès 1934, la situation économique française continue de se dégrader jusqu'au printemps 1935, et la reprise qui suit est plus lente qu'ailleurs.

La France, moins touchée de manière visible, adopte une approche hésitante face à la crise. Après avoir stabilisé le franc en 1928, le gouvernement refuse initialement de dévaluer sa monnaie, une mesure pourtant prise par de nombreux autres pays pour relancer leurs exportations et leur production. Cette décision entraîne **une déflation**<sup>4</sup> importante et une perte de compétitivité internationale. Par ailleurs, la France s'efforce de maintenir l'équilibre budgétaire par une politique d'austérité, limitant les efforts de relance économique à des plans de faible envergure, comme **le plan d'outillage Laval**<sup>5</sup> en 1931 ou **le plan Marquet**<sup>6</sup> en 1934. Ces initiatives contrastent avec des mesures plus ambitieuses, comme **le New Deal**<sup>7</sup> de Roosevelt aux États-Unis, inspiré des théories keynésiennes.

Pour atténuer les effets de la crise, la France adopte des mesures protectionnistes, se repliant sur son Empire colonial où les échanges commerciaux augmentent. Bien que cette stratégie permette de limiter l'impact de la crise, elle renforce également les archaïsmes de l'économie française : faibles investissements, méthodes de production obsolètes, manque d'innovation dans le patronat, etc. Ce repli empêche la modernisation de l'économie et prolonge les difficultés.

Enfin, l'instabilité politique et l'incapacité des gouvernements successifs à répondre efficacement à la crise plongent la France dans une situation économique et politique difficile, la maintenant dans un marasme dont elle ne sort que lentement et partiellement.

## **2) Une instabilité politique et des troubles sociaux importants**

### **La montée des extrémismes en France dans les années 1930**

---

<sup>4</sup> La déflation est une baisse durable, généralisée et auto-entretenu du niveau général des prix des biens et services, à l'opposé de l'inflation. Elle résulte souvent d'une demande plus faible que l'offre, provoquant une chute des revenus, une hausse des taux d'intérêt réels et une spirale récessive où ménages et entreprises reportent leurs dépenses

<sup>5</sup> Le plan Laval de 1931 est une initiative gouvernementale française de relance économique par le biais de grands travaux publics, lancée pour lutter contre la crise économique. Il prévoyait le déblocage de crédits (471 millions pour les écoles/lycées, 600 millions pour l'adduction d'eau et l'électrification) pour soutenir l'équipement communal et stimuler l'activité.

<sup>6</sup> Présenté par le ministre du Travail Adrien Marquet, le plan prévoit un vaste programme de grands travaux de construction et de développement de l'industrie française, afin de lutter contre le chômage qui frappe le pays. Avec une enveloppe de 10,5 milliards de franc sur les 5 prochaines années, le gouvernement espère notamment relancer les travaux publics. Le plan Marquet sera approuvé par l'Assemblée nationale, le 5 juillet suivant.

<sup>7</sup> Le New Deal (« nouvelle donne ») est un ensemble de politiques économiques et sociales interventionnistes lancées par le président Franklin D. Roosevelt entre 1933 et 1938 pour combattre la Grande Dépression aux États-Unis. Son but était de « soulager » (aide aux démunis), « réformer » (le système financier) et « redresser » (l'économie) par une forte intervention fédérale.

La crise économique des années 1930 s'accompagne d'une montée des régimes autoritaires et des extrémismes en Europe. En Italie, Mussolini consolide son pouvoir, tandis qu'en URSS, Staline renforce son emprise. En Allemagne, Hitler arrive au pouvoir en 1933 et obtient rapidement les pleins pouvoirs en mars de la même année. La France, bien que démocratique, n'échappe pas à cette vague d'extrémisme.

En France, la crise économique s'accompagne d'une instabilité politique croissante. Les gouvernements se succèdent rapidement, souvent sans ligne politique claire, ce qui aggrave le climat d'incertitude et de mécontentement populaire. Ce contexte favorise la montée d'un antiparlementarisme dans certains milieux, renforcé par des scandales politiques comme les affaires Hanau et Oustric, qui ont entaché la réputation de la classe politique. En 1933, l'affaire Stavisky éclate : Alexandre Stavisky, un escroc d'origine polonaise et juif, est accusé de détournements financiers. Cette affaire provoque la chute du gouvernement de Camille Chautemps, accusé par la droite d'avoir protégé Stavisky. Ce scandale alimente les sentiments **xénophobes**<sup>8</sup> et **antisémites**<sup>9</sup> dans une partie de la population.

Dans ce climat tendu, les liges d'extrême droite, comme la Ligue des Croix-de-Feu, gagnent en influence. Ces groupes, inspirés par les modèles fascistes, organisent des actions contestataires et antiparlementaires. Leur mobilisation culmine lors des émeutes du 6 février 1934 à Paris, qui font une dizaine de morts. Ces émeutes éclatent après la mutation du préfet de police Jean Chiappe, jugé trop favorable à l'extrême droite. Les liges cherchent à empêcher Édouard Daladier de former un gouvernement. Face à la violence et craignant une guerre civile, Daladier renonce, et Gaston Doumergue prend la tête d'un gouvernement d'union nationale.

Ces événements marquent un tournant. Alors que la droite parlementaire durcit son discours et se rapproche des idées d'extrême droite, la gauche y voit la preuve d'un danger fasciste grandissant. Sous l'influence de Staline, qui redoute l'expansion du fascisme en Europe, le Parti communiste français, dirigé par Maurice Thorez, se rapproche des socialistes pour former une alliance antifasciste. Parallèlement, les radicaux, sous la pression des « Jeunes Turcs » (un courant réformateur au sein du Parti radical), rompent leur alliance avec la droite et rejoignent les forces de gauche.

Cette union des partis de gauche aboutit à la création du Front populaire, une coalition qui remporte les élections législatives de 1936. Le Front populaire incarne alors l'espoir d'une réponse

---

<sup>8</sup> Hostile par principe aux étrangers, à ce qui vient de l'étranger.

<sup>9</sup> Hostile aux Juifs.

démocratique et progressiste face à la crise économique, à l'instabilité politique et à la montée des extrémismes.